

Programme *Actions concertées*

IDENTIFICATION

- 1- Chercheur principal : Pierre Joseph ULYSSE, Université de Montréal
- 2- Nom des cochercheurs et des collaborateurs
Frédéric LESEMANN, Institut national de la recherche scientifique-INRS, co-chercheur;
Marguerite MENDELL, Université Concordia, co-chercheure;
Lise ST-GERMAIN, Centre de recherche sociale appliquée-CRSA, co-chercheur;
Mélanie HAMEL, étudiante à la maîtrise en sociologie, UQAM, assistante de recherche;
Alexis BAMOGO, étudiant au doctorat, Université de Montréal, assistant de recherche.
- 3- Nom des partenaires du milieu impliqués dans la réalisation du projet (le cas échéant)
Les Agences de santé publique, Le CRÉ de la Côte-Nord, les CDC; la table des partenaires de la Côte-Nord; La CÉDEC de Rosemont; Les tables de concertation sur la pauvreté et l'exclusion de Lanaudière; les organismes communautaires; les CLSC; les groupes de femmes; etc.
- 4- Établissement gestionnaire : Université de Montréal
- 5- Titre du projet de recherche
Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée: identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales
- 6- Numéro du projet de recherche
2007-PX-118777
- 7- Titre de l'action concertée
La pauvreté et l'exclusion sociale
- 8- Partenaires de l'action concertée
Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS);
Ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'occupation du territoire (MAMROT);
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
Fondation Lucie et André Chagnon;
Société d'habitation du Québec (SHQ);
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC).

ARTICLE PROMOTIONNEL

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion par l'approche territoriale intégrée (ATI) constitue un important pilier de l'agenda public québécois. En situant notre recherche dans ce contexte, nous avons cherché à identifier les facteurs et les conditions qui favorisent, ou non, dans le cadre d'une dynamique territoriale, la sortie de pauvreté. Nous avons procédé à une analyse de trois territoires : métropolitain (Rosemont), semi-urbain (Lanaudière) et éloigné (Côte-Nord). L'équipe s'est intéressée aux discours, aux actions et aux représentations tant des acteurs institutionnels, communautaires et publics qu'à ceux des citoyens.

L'analyse confirme encore une fois que certaines catégories de population sont plus vulnérables aux risques de pauvreté que d'autres : jeunes en difficulté d'insertion, femmes monoparentales, femmes âgées travaillant dans les commerces de détail, immigrants récents et personnes âgées isolées. Toutefois, prennent plus d'importance des problématiques comme l'insécurité alimentaire, le décrochage scolaire et les conditions de logement. Ce qui fait davantage problème n'est pas l'augmentation du taux de pauvreté mais plutôt « *le cumul des difficultés et la chronicité de la pauvreté* ».

Comme les formes de pauvreté varient selon plusieurs caractéristiques territoriales en termes démographiques, de niveau d'accessibilité aux services publics et de disponibilité des ressources alternatives, l'équipe propose comme première piste de solution de penser des politiques publiques intégrant à la fois les dimensions universelles et des dimensions particulières facilement adaptables aux réalités territoriales. Il importe d'articuler financements par programmes avec des fonds dédiés qui laisseraient des marges de manœuvre plus grandes aux institutions locales et aux acteurs territoriaux.

Résumé

IDENTIFICATION

- 1- Chercheur principal : Pierre Joseph ULYSSE, Université de Montréal
- 2- Nom des cochercheurs et des collaborateurs
Frédéric LESEMANN, Institut national de la recherche scientifique-INRS, co-chercheur;
Marguerite MENDELL, Université Concordia, co-chercheure;
Lise ST-GERMAIN, Centre de recherche sociale appliquée-CRSA, co-chercheure;
Mélanie HAMEL, étudiante à la maîtrise en sociologie, UQAM, assistante de recherche;
Alexis BAMOGO, étudiant au doctorat, Université de Montréal, assistant de recherche
- 3- Nom des partenaires du milieu impliqués dans la réalisation du projet (le cas échéant)
Les Agences de santé publique, Le CRÉ de la Côte-Nord, les CDC et la table des partenaires de la Côte-Nord; La CÉDEC de Rosemont; Les tables de concertation sur la pauvreté et l'exclusion de Lanaudière; les organismes communautaires; les CLSC; les groupes de femmes; etc.
- 4- Établissement gestionnaire : Université de Montréal
- 5- Titre du projet de recherche
Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée: identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales
- 6- Numéro du projet de recherche
2007-PX-118777
- 7- Titre de l'action concertée
La pauvreté et l'exclusion sociale
- 8- Partenaires de l'action concertée
Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS);
Ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'occupation du territoire (MAMROT);
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
Fondation Lucie et André Chagnon;
Société d'habitation du Québec (SHQ);
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC).

RÉSUMÉ : Les dynamiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Une étude comparative de trois territoires

Ce résumé présente les résultats d'une étude comparative portant sur l'analyse des dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion menée dans trois types de territoires différents: éloigné (la Moyenne et la Basse Côte-Nord); semi-urbain (3 MRC de Lanaudière) et métropolitain (l'arrondissement de Rosemont/Petite-Patrie). Nous avons opté pour une approche : a) fondée sur les acteurs inscrits dans un territoire; b) fondée sur le travail des ressources institutionnelles locales ou régionales (CLÉ, CRÉ, les entreprises CLD, les tables de concertation, etc.), les entreprises d'économie sociale et les organismes communautaires (associations, initiatives de la société civile, économie sociale, coopératives, etc.). Nous partons du postulat que les ATI visent à agir de manière durable sur les capacités des individus, des organisations de base et des collectivités locales, en vue de faciliter la sortie des gens de la pauvreté. Nous avons, en termes méthodologiques, procédé pour chacun des territoires à une étude de cas construite sur la base de trois types de matériel: 1) documents internes aux organismes 2) entrevues individuelles, tables rondes et focus group; 3) observations in situ.

Résultats. L'étude confirme que certaines catégories de population sont plus vulnérables aux risques de pauvreté que d'autres : jeunes en difficulté d'insertion, personnes seules, femmes monoparentales, femmes âgées travaillant dans les commerces de détail, immigrants récents et personnes âgées isolées. La situation de la Moyenne Côte-Nord permet de faire ressortir le cas des femmes restant à la maison et des femmes âgées forcées de retourner dans des emplois précaires à salaire minimum dans des entreprises de type «Wal-Mart».

Les facteurs explicatifs rejoignent sensiblement ceux déjà connus: peu d'accès aux revenus, bas niveau de scolarité, état de santé précaire, dépendance de l'aide sociale et vivre dans un environnement social déficient. Néanmoins, comparé aux recherches que nous avons déjà menées, certaines problématiques prennent aujourd'hui plus d'importance dans les trois territoires : le chômage, l'insécurité alimentaire, le décrochage scolaire et les conditions de logement. La question du transport s'impose comme un enjeu stratégique autant à Lanaudière qu'à la Côte-Nord, même si divergent les manières de s'y référer et les significations qui lui sont rattachées. Que ce soit à Rosemont, à Lanaudière ou à la Côte-Nord, le logement occupe une place centrale dans le discours des intervenants comme dans celui des acteurs institutionnels. Ce qui fait problème, conclut un intervenant, ce n'est pas tant l'augmentation du taux de pauvreté que « *le cumul des difficultés et la chronicité de la pauvreté* ».

Contrairement à ce qui est posé dans le devis de recherche, les mobilisations dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion se font non en référence aux territoires administratifs mais plutôt dans des sous-territoires d'identités portés autant par des représentations actuelles que par des repères historiques. Les entrevues mettent en évidence ce que nous appelons les « fixations territorialisées », à partir desquelles se forment des alliances et se ressource les représentations de la pauvreté. L'importance accordée à la nécessité d'avoir une route pour la Basse Côte-Nord en est un exemple, tout comme l'on peut citer le manque de transports publics pour Lanaudière. Ces spécificités laissent en fait croire que les formes de pauvreté peuvent avoir des dominances et varier selon les caractéristiques sociodémographiques et structurelles du territoire.

Sans négliger le fait que la pauvreté affecte d'abord les individus et les familles, plusieurs intervenants de la Basse Côte-Nord parlent d'une « pauvreté des structures qui affecte toute la collectivité » : manque de services publics et d'équipements collectifs, absence de moyens de communications, prix élevé des produits de consommation de première nécessité, manque de population, etc. Dans le cas de Lanaudière, ce sera le manque de moyens de transport public qui aura pour effet de limiter la mobilité des gens et les possibilités des personnes en situation de pauvreté de se réinsérer en emploi, alors que la question migratoire et celle du logement se font très présentes à Rosemont-Petite-Patrie. De là notre conclusion qu'au-delà des raisonnements et propositions qui traversent les programmes publics réputés pour leur caractère standard, les gens construisent des schèmes de représentations et d'explications du phénomène de la pauvreté marqués par le contexte physique et géographique dans lequel ils évoluent. De tels schèmes auront des impacts sur les types d'action entrepris au sein des territoires et sous-territoires.

Finalement, l'analyse révèle que les pratiques d'intersectorialité qui devraient en principe caractériser les ATI ne suivent pas nécessairement les discours sur l'intersectorialité. Ces pratiques sont handicapées par trois facteurs : la poursuite du financement par programme des initiatives de terrain, la difficulté des ministères à concilier avec d'autres les priorités au fondement de leur mission ainsi que les conflits et les tensions entre les acteurs de terrain.

Il apparaît clairement que les dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ne sauraient être cernées en fonction de ce qui est seulement matériel, objectif et facilement observable; elles s'inscrivent souvent

dans des contextes où le matériel et le symbolique se renforcent mutuellement. Partant de cette idée, l'équipe de recherche retient en matière lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale trois pistes pour l'élaboration de politiques publiques intersectorielles, effectives et ouvertes sur l'avenir :

- Penser des modèles de politiques publiques intégrant à la fois les dimensions universelles et des dimensions particulières facilement adaptables aux réalités territoriales. Ceci implique d'articuler financements par programmes et des fonds dédiés qui laisseraient une plus grande marge de manœuvre aux institutions locales et aux acteurs territoriaux;
- Mieux combiner des interventions à temps court – qui consistent surtout à répondre à des situations d'urgences sociales – avec des interventions structurantes à temps moyen, puis avec des interventions à temps long dont la visée sera de rendre les actions sur la pauvreté durables et non vulnérables aux changements politiques.
- Faire de la prospective une partie intégrante de la réflexion sur la lutte contre la pauvreté au Québec, avec l'idée de prévenir un certain nombre de situations qui auraient pour conséquence de jeter ou de maintenir les individus dans des situations de vulnérabilité. On ne peut lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion que dans une perspective de sédimentation des actions et de cumul de résultats.

Ceci revient à favoriser une réflexivité collective basée sur les quatre piliers que sont la mobilisation collective, l'intervention sur les dynamiques et les processus, l'évaluation des résultats et l'innovation, tout en privilégiant une vision du territoire comme échelle d'action plutôt que comme espace circonscrit.

Programme *Actions concertées*
Rapport scientifique intégral

IDENTIFICATION

- 1- Chercheur principal : Pierre Joseph ULYSSE, Université de Montréal
- 2- Nom des cochercheurs et des collaborateurs
Frédéric LESEMANN, Institut national de la recherche scientifique-INRS, co-chercheur;
Marguerite MENDELL, Université Concordia, co-chercheure;
Lise ST-GERMAIN, Centre de recherche sociale appliquée-CRSA, co-chercheure;
Mélanie HAMEL, étudiante à la maîtrise en sociologie, UQAM, assistante de recherche;
Alexis BAMOGO, étudiant au doctorat, Université de Montréal, assistant de recherche
- 3- Nom des partenaires du milieu impliqués dans la réalisation du projet (le cas échéant)
Les Agences de santé publique, Le CRÉ de la Côte-Nord, les CDC et la table des partenaires de la Côte-Nord; La CÉDEC de Rosemont; Les tables de concertation sur la pauvreté et l'exclusion de Lanaudière; les organismes communautaires; les CLSC; les groupes de femmes; etc.
- 4- Établissement gestionnaire : Université de Montréal
- 5- Titre du projet de recherche
Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée: identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales
- 6- Numéro du projet de recherche
2007-PX-118777
- 7- Titre de l'action concertée
La pauvreté et l'exclusion sociale
- 8- Partenaires de l'action concertée
Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS);
Ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'occupation du territoire (MAMROT);
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
Fondation Lucie et André Chagnon;
Société d'habitation du Québec (SHQ);
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC).

PARTIE A – CONTEXTE DE LA RECHERCHE

Cette étude s'inscrit dans le contexte des actions menées au Québec depuis près d'une trentaine d'années en vue de mieux lutter contre la pauvreté et l'exclusion (CST, 2007; Conseil Consultatif, 200), notamment dans le contexte de la loi 112 et de la clause d'impact que symbolise l'article 20 de cette loi. Elle se situe dans la continuité des travaux que nous menons déjà sur ces initiatives (Ulysse et Lesemann, 2004; Ulysse et Lesemann, 2007) et sur le rôle des acteurs locaux dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion (Ulysse, 2006, Ulysse et Lesemann 2007; St-Germain, Ulysse et Lesemann, 2007). Les recherches déjà menées à Trois-Rivières (Ulysse et Lesemann, 2007) et dans 9 autres régions administratives du Québec (St-Germain, Ulysse et Lesemann, 2007) ont déjà permis d'identifier plusieurs facteurs explicatifs du relatif succès des initiatives qui s'y développent: - la qualité du leadership local, - la culture de concertation, - la capacité de s'inscrire de manière critique dans les politiques publiques, - la relation de confiance entre partenaires, - la chaîne cohérente de production des politiques, - le refus de se laisser compartimenter par des catégories technocratiques, - l'articulation des différents savoirs; tout ceci, intégré sous l'égide d'une approche de citoyenneté et d'*empowerment*, ancrée dans un territoire véhiculant des valeurs de solidarité, de justice sociale et de démocratie participative (Ulysse et Lesemann, 2007). Cette approche qui se veut constitutive dans le cadre de nos travaux est également vulgarisée dans la Revue *Développement social* (2006) qui a consacré un long dossier (pp 13-36) au développement social dans la région de la Côte-Nord.

Le territoire s'impose aujourd'hui comme un instrument essentiel de l'analyse et de l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur les modes de vie des individus, ainsi que sur leurs trajectoires sociales, professionnelles et résidentielles qui se trouvent au fondement des questionnements sur les dynamiques de lutte contre la pauvreté (Boudreau, 2004 :100). Fontan et Klein (2004 :139s.) parlent de «capital socio-territorial», c'est-à-dire d'«un ensemble de ressources environnementales et sociales pouvant être mobilisées et mises en valeur par des acteurs individuels ou collectifs».

Cette notion de «capital socio-territorial» renvoie à une vision dynamique des territoires dans lesquels sont mobilisées des ressources de divers types et statuts (politiques, culturels, économiques, sociaux) en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La mobilisation territoriale concertée fait appel aux ressources locales et à un ensemble de «structures médiatrices non-étatiques », incluant les agents institutionnels, les groupes communautaires, les groupes de défense de droits, les entreprises et entrepreneurs sociaux de même que les acteurs municipaux et régionaux. Cette approche du « *bottom-up* » que nous privilégions dans le cadre de cette recherche témoigne des efforts des acteurs du milieu de créer une nouvelle synergie entre le développement économique et le développement social. Les «structures médiatrices non-étatiques » se construisent comme un espace de conciliation entre l'action publique et l'action sociale, et entre la gestion technocratique de l'État et les dispositifs locaux de développement des communautés territoriales. Elles servent d'analyseurs à quatre niveaux d'interactions: a) celui des dynamiques d'émergence des situations; b) celui de l'identification des facteurs; c) celui du

jeu des acteurs, des stratégies et des rationalités; d) celui du jeu de l'action et de l'évaluation des impacts. Nous souscrivons alors à une approche territoriale dynamique et ouverte cherchant à palier les insuffisances des politiques sectorielles de lutte contre la pauvreté en même temps qu'à prendre en compte les nouveaux modes d'intervention publique et communautaire. Cette approche vise à la fois à agir sur les capacités des individus, des organisations, des collectivités et des milieux de vie. Elle se veut à la fois concertée, intersectorielle, multisectorielle et multi- réseaux. Elle implique tant les acteurs institutionnels, communautaires, publics que les personnes vivant dans la pauvreté ou concernées par les questions de pauvreté.

L'objectif général de la recherche est d'identifier les facteurs et les conditions qui favorisent, ou non, dans le cadre d'une dynamique territoriale, la sortie de la pauvreté. Parmi les objectifs particuliers figurent :

- 1) contribuer à une compréhension fine des dynamiques de lutte contre la pauvreté a) grâce à une approche fondée sur les acteurs inscrits dans un territoire; b) incluant une distinction analytique entre la pauvreté des populations hors emploi et celle des populations en emploi; c) comparative entre trois territoires définis comme différents en fonction de leurs caractéristiques spatiales, démographiques, économiques, sociales, culturelles et identitaires;
- 2) favoriser la participation et l'*empowerment* des communautés grâce à une meilleure compréhension des éléments constitutifs des dynamiques de lutte contre la pauvreté et grâce à la démonstration, fondée sur la

comparaison, que ces changements sont possibles et réalisables à certaines conditions;

- 3) éclairer les différents niveaux de conception et de mise en œuvre des politiques et des stratégies d'action, tant au niveau de l'État que de la société civile, sachant que les dispositifs d'intervention se créent à l'interface des initiatives locales ou régionales et des nouvelles formes de politiques publiques en matière de lutte contre la pauvreté, dans la co-production entre les dispositifs de services publics et les organismes de la communauté ou les initiatives de la société civile.

La perspective que nous privilégions tend à sortir des approches axées essentiellement sur les programmes sociaux, les mesures de développement d'employabilité, la formation, le droit du travail ou les programmes de protection sociale, qui font en fait partie des univers traditionnels dans la manière de gérer et d'analyser la pauvreté. Nous retenons un cadre d'interprétation structuré autour de 5 grands principes tirés de l'ensemble des travaux que nous avons déjà menés: 1) La pauvreté est une exclusion de la vie ordinaire de la société; 2) La pauvreté et l'exclusion ne sont pas seulement économiques et matérielles; elles sont une rupture du lien social et de citoyenneté; 3) La lutte contre la pauvreté exige une mobilisation concertée faisant aussi appel au marché et aux initiatives de la société civile; 4) L'État reste encore un acteur central dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ainsi que le facilitateur majeur du développement social et humain; 5) La lutte contre la pauvreté et l'exclusion repose sur un travail de maillage d'acteurs faisant moins appel à la confrontation idéologique qu'à la culture d'argumentation, de délibération et de compromis.

PARTIE B – PISTES DE SOLUTION EN LIEN AVEC LES RÉSULTATS, RETOMBÉES ET IMPLICATIONS DE VOS TRAVAUX

L'étude intègre dans sa réalisation une double finalité scientifique et d'application. La finalité scientifique témoigne de la volonté de produire des connaissances nouvelles, pertinentes et socialement utiles en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et l'exclusion au Québec. La finalité d'application a une visée d'intervention, l'intention étant de dégager des grands enjeux en mesure d'inspirer des politiques publiques inclusives et des pistes d'action transversales ouvertes sur l'avenir.

Les résultats obtenus s'adressent autant aux décideurs politiques, aux gestionnaires et aux intervenants qu'aux étudiants, aux chercheurs, aux commentateurs spécialisés et au grand public en général. Les pistes de solution s'inscrivent d'une part dans une perspective d'élaboration de nouvelles politiques publiques se voulant transversales, d'autre part dans une visée de renouvellement des pratiques d'intervention, tout en étant traversées par de grandes préoccupations pour l'enseignement et la formation. Les pistes de solutions présentées sont alors de différents ordres et registres:

1. *Privilégier la prévention et valoriser la prospection.* Il importe, tant au niveau de l'action publique, des initiatives de terrain et de la recherche, de développer une capacité de prospection permettant de prévenir un certain nombre de situations qui auraient pour conséquence de jeter ou de maintenir les individus dans des situations de vulnérabilité. Des problèmes comme le décrochage scolaire, l'insécurité alimentaire ou les mauvaises conditions de logement sont à la fois des problèmes du présent et des problèmes pour l'avenir. En ce sens, nous plaidons pour que les initiatives

locales et territoriales soient en mesure d'intégrer dans leur conception cette conscience de l'avenir. La notion de « mieux intervenir » présente dans le discours plusieurs acteurs institutionnels et intervenants de terrain suggère grosso modo de « passer de la gestion constante des urgences sociales à la prévention ».

2. *Resituer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans l'entrecroisement de trois grandes logiques : une logique intersectorielle et de gouvernance horizontale; une logique de développement durable; et une logique d'inclusion.*

i. *logique intersectorielle et de gouvernance horizontale.* Il apparaît important pour les intervenants de pouvoir mieux articuler les programmes et les mesures au niveau tant des territoires locaux, des MRC et de la région, en vue de permettre une plus grande collaboration entre les acteurs institutionnels entre eux, ainsi qu'entre ces derniers et les intervenants de terrain. A ce registre, il importe de reconnaître les rôles de l'État, des élus locaux et des élus municipaux comme des catalyseurs, le rôle d'accompagnement et de médiation des organismes de la communauté, le rôle économique des entreprises et du marché ainsi que le rôle du système éducatif. Il s'agit de proposer une plus forte articulation entre les différents paliers décisionnels (local, régional, national) ainsi que de décloisonner les stratégies québécoises de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ce désir d'un leadership partagé et rassembleur implique de développer l'intersectorialité non seulement au niveau des actions à mener mais aussi au niveau des logiques de

financement des initiatives. Sortir de la stratégie de « silo » implique d'articuler les financements par programmes et institution de «fonds dédiés» qui laisseraient une plus grande marge de manœuvre aux institutions locales et aux acteurs territoriaux.

- ii. *Logique de développement durable.* Il s'agit de mettre en place des services publics en mesure de répondre à certains besoins locaux spécifiques, de renforcer l'accessibilité à ces services ainsi que de doter certains territoires de certains équipements collectifs. Il importe ainsi d'outiller les territoires afin qu'ils soient en mesure d'assurer et de contrôler leur propre développement économique, social et environnemental. Autant à Lanaudière qu'à la Côte-Nord, la mise en place d'un système de transport collectif apparaît comme un moyen incontournable pour la lutte contre la pauvreté et comme moyen d'assurer au sein et à l'extérieur du territoire la mobilité des gens en situation de pauvreté. Le transport est à la fois présenté comme un enjeu fondamental de développement durable et comme l'un des dispositifs pouvant aider les gens vivant en situation de pauvreté à saisir les opportunités à leur portée autant qu'à se donner de nouvelles possibilités d'action. A ce niveau, les dispositifs à mettre en place dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doivent viser non uniquement le développement de l'emploi, mais surtout le renforcement des potentialités humaines et la participation citoyenne.
- iii. *Logique d'inclusion.* Il est reconnu par la majorité des personnes interrogées qu'il est difficile de lutter contre la pauvreté et l'exclusion

sans mettre au premier plan les expériences des personnes en situation de pauvreté et sans penser à leur donner les moyens de transcender les limites sociales, économiques et culturelles auxquelles elles se confrontent quotidiennement. Sont ressorties des entrevues plusieurs conditions nécessaires pour une lutte effective contre la pauvreté et l'exclusion sociale: entre autres, l'accès à des services publics de qualité, l'amélioration des conditions de logement, la sécurité alimentaire, l'inscription dans des réseaux d'entraide et de participation sociale, l'éducation et la formation professionnelle. La revalorisation de l'éducation s'est affirmée non seulement comme un moyen de prévenir la pauvreté et l'exclusion mais surtout de rendre les individus autonomes. Un système d'éducation performant aura le double impact de prévenir la pauvreté et l'exclusion en même temps que de rendre les individus autonomes, soutient-on. Une lutte effective contre la pauvreté et l'exclusion passe inévitablement par la reconnaissance et la valorisation des expériences quotidiennes des personnes en situation de pauvreté.

3- *Inscrire les politiques et les initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans le temps et l'espace.* Partant de cette idée, l'équipe de recherche propose de penser des modèles de politiques publiques intégrant à la fois les dimensions universelles et des dimensions particulières facilement adaptables aux réalités territoriales. Il revient également de mieux combiner des interventions à temps court – qui consistent surtout à répondre à des situations d'urgences sociales – avec des interventions structurantes à temps

moyen, puis avec des interventions à temps long dont la visée sera de rendre les actions sur la pauvreté durables et non vulnérables aux changements politiques. On ne peut lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion que dans une perspective de sédimentation des actions et de cumul de résultats. Ce qui revient à favoriser une réflexivité collective basée sur les quatre piliers que sont la mobilisation collective, l'intervention sur les dynamiques et les processus, l'évaluation des résultats et l'innovation, tout en privilégiant une vision du territoire comme échelle d'action plutôt que comme espace circonscrit.

La visée de ces propositions est notamment de faire en sorte que « les personnes en situation de pauvreté ne restent plus enfermées dans la survie ». Les initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doivent de préférence les aider à alléger leurs préoccupations incessantes et quotidiennes en ce qui concerne les mauvaises conditions de travail, la précarité des ressources, les mauvaises conditions de vie matérielle : logement, habillement, alimentation, transport, etc. Elles doivent aussi contribuer à leur donner les ressorts nécessaires pour se projeter vers l'avenir. Cette vision transversale et multi-niveaux renvoie à une perspective de la nécessité d'une collaboration structurante entre différents types d'acteurs concernés, dont la pertinence sera de répondre aux besoins des individus de manière globale, de stabiliser le peu de ressources disponibles et, finalement, de développer un ensemble de compétences sociales nécessaires aussi bien chez les individus et les intervenants de terrain qu'au sein des institutions publiques.

PARTIE C - MÉTHODOLOGIE

Après avoir systématisé les données statistiques et documentaires pour chacun des territoires, nous avons dressé un inventaire en matière de ressources institutionnelles locales ou régionales, d'économie sociale et de ressources communautaires. Nous avons mené une soixantaine d'entrevues individuelles et organisé 15 focus group avec des acteurs clés intervenant directement ou indirectement dans la lutte contre la pauvreté. Le croisement de cette diversité de savoirs, de représentations, de rationalités et de logiques contribue grandement à relever les forces et les limites de l'ATI, considérée ici comme un cadre de pensée et d'action devant être à la fois concerté, intersectoriel et multi réseaux. Nous avons aussi, tout au long de la recherche, fait des observations in situ et participé à plusieurs activités organisées en rapport avec la lutte contre la pauvreté dans les différents territoires. Pour chacun des territoires, nous avons procédé à une étude de cas reposant sur trois types de matériel:

- 1) l'analyse de documents internes aux organismes, les rapports d'activités;
- 2) les entrevues individuelles, les tables rondes et les focus group avec les politiciens, les fonctionnaires, les élus locaux, les intervenants de terrain et les personnes en situation de pauvreté;
- 3) les observations, la participation à des réunions et à des rencontres.

Si ces études de cas ont été construites selon une méthodologie commune permettant la comparaison, c'est la triangulation entre les différentes sources de données qui a permis d'instruire les processus, les nuances, les variances et les subtilités. C'était un enjeu majeur de la recherche d'établir les liens entre les différentes facettes des dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté.

PARTIE D - RÉSULTATS

L'organisation des résultats se fait à partir d'une perspective sociologique mettant en rapport les statuts et les discours des acteurs politiques, économiques et communautaires au niveau local et territorial. Ce «jeu des acteurs» (Barthon, 2007; Besson, 2008; Touraine, 1974) permet d'une part de bien identifier des processus généraux, d'autre part de faire ressortir ce qui est spécifique et commun aux trois territoires. Il contribue largement au repérage des grandes problématiques et des types de «demandes sociales» portées dans chacun des territoires¹.

Une population plurielle et des facteurs multiples

Dans l'ensemble des discours analysés, on retrouve les mêmes catégories de populations que dans les études précédentes menées au Québec et ailleurs: les personnes seules, notamment les hommes seuls et les femmes monoparentales; les jeunes, notamment les jeunes décrocheurs; les personnes âgées, les personnes dépendantes de l'aide sociale, etc. La situation de la moyenne Côte-Nord fait bien ressortir la situation des femmes restant à la maison et des femmes âgées forcées de retourner en emplois précaires à salaire minimum dans des entreprises de type «Wal-Mart». Le cas des personnes âgées paraît préoccupant en ce qui concerne la Basse-Côte-Nord. Dans l'arrondissement de Rosemont/Petite-Patrie, la pauvreté touche particulièrement les grandes familles d'immigrants récemment arrivées se trouvant sans emplois ou dans des emplois à petit salaire. Ces familles immigrantes sont en grande majorité d'origine

¹ Nous répondons ici à la logique du rapport final telle que conçue par le FQRSC de ne présenter que ce que nous croyons nouveau et pouvant offrir des perspectives théoriques et d'avenir.

haïtienne, latino-américaine ou maghrébine, ce qu'un intervenant a qualifié de « nouveaux pauvres » confrontés aux problèmes d'accès au marché du travail, de précarité des emplois et d'accès aux ressources communautaires. Alors que la question de la monoparentalité occupe peu le discours des gens de la Côte-Nord, elle apparaît souvent à Montréal et à Lanaudière.

Quelques grands constats

Le premier grand constat reste que les mobilisations dans la lutte contre la pauvreté se font dans les sous-territoires qu'entretiennent les imaginaires des gens – ce que nous appelons des territoires d'identités –, plutôt que dans les territoires administratifs déterminés par l'administration publique québécoise. Les initiatives locales sont souvent portées par des ressorts identitaires jouant tantôt le rôle de source première de mobilisation, tantôt le rôle d'obstacle à des mobilisations plus larges. Les entrevues font en deuxième lieu ressortir des éléments que nous désignons comme des « fixations territorialisées » autour desquelles se construisent tant les discours que les représentations de la pauvreté. L'importance accordée à la nécessité d'avoir une route pour la Basse Côte-Nord en est un exemple. On peut aussi citer la question de l'accessibilité aux moyens de transports publics pour Lanaudière. L'analyse de ces « fixations territorialisées » met en relief la puissance d'une dimension négligée du territoire qu'est sa dimension symbolique, à la fois source de mobilisation et base pour créer des convergences et construire des alliances. Or, les politiques publiques ne retiennent plus souvent que les dimensions géographiques, administratives ou institutionnelles. Troisièmement, les territoires sont dynamiques et bougent souvent rapidement. Le temps de commencer la recherche et de la terminer,

toute une série d'autres actions et d'initiatives se sont mises en place dans certains sous-territoires autant à la Côte-Nord qu'à Lanaudière, ou qu'à Rosemont prenant en compte par exemple la dynamique de l'immigration. Ce premier ensemble de constats rencontrent à maints égards l'idée de Bouchard et al. (2007) que le territoire de production de l'action renvoie au territoire comme étant la base des actions collectives porteuses et portées par l'identité des acteurs. Il se veut pluriel, dans la mesure où notre équipe y a observé un important croisement de sens, de significations et de cultures : culture de droits sociaux, culture d'entrepreneurs, culture d'innovation, culture de service public et « culture politique » de mobilisation sociale.

Deuxième constat. Contrairement aux recherches déjà effectuées, les problématiques du logement, du décrochage scolaire et de l'insécurité alimentaire prennent de plus en plus d'importance dans les discours et les représentations actuelles de la pauvreté. Les problématiques du logement englobent le manque de logements sociaux, les logements adaptés pour les personnes âgées, les ressources d'hébergement pour des populations confrontées à des problèmes de santé mentale ainsi que les conditions de délabrement du marché locatif privé. La question du logement apparaît particulièrement importante dans un quartier comme Rosemont (Petite-Patrie) où un grand nombre de familles surtout immigrantes consacrent la majorité de leur revenu à des logements non adaptés à leurs besoins de grande taille. Alors qu'à Lanaudière, 80% des gens sont propriétaires de leur maison, peu d'entre eux disposent des moyens pour entreprendre les réparations nécessaires, d'où l'existence d'un grave problème de logement décent et d'environnement viable.

La problématique de l'insécurité alimentaire demeure centrale. Du point de vue de plusieurs intervenants, les difficultés d'accès à la nourriture dans le quartier Rosemont se vivent quotidiennement, à cause de l'existence des « déserts alimentaires » dans l'est et du pouvoir d'achat restreint des individus. Le Carrefour Entre-gens qui est l'une des initiatives visant à aider les gens à satisfaire ces besoins de base ne parvient pas à répondre à l'ensemble des demandes. À Lanaudière, de plus en plus d'utilisateurs des banques alimentaires sont des personnes en emploi, donc des travailleurs pauvres. Confrontée à un manque structurel de moyens de transport et de communication, la Basse Côte-Nord éprouve beaucoup de difficultés à s'approvisionner en produits frais de base comme le lait, les fruits et les légumes.

La question du décrochage scolaire reste une préoccupation fortement partagée par les trois territoires et perdure dans la perception des intervenants comme un mécanisme de maintien et de transmission de la pauvreté et de l'exclusion. Néanmoins les explications varient d'un territoire à un autre. Alors que la Basse Côte-Nord fait ressortir l'absence des structures formelles d'emploi et ramène l'explication du phénomène au statut de travailleur saisonnier des parents, le décrochage scolaire semble, dans le cadre de Sept-Îles, associé aux opportunités d'emplois à gros salaires offertes dans les mines en manque de main d'œuvre et à la levée du moratoire de ne pas embaucher les jeunes n'ayant pas encore terminé leur secondaire V. Les intervenants parlent en ce sens davantage de débauchage que de décrochage pour mieux refléter le rôle et les impacts de la rationalité économique. C'est à Lanaudière et à Montréal que le lien entre décrochage scolaire et pauvreté s'opérationnalise de manière la plus claire.

Nous tirons alors de ce deuxième ensemble de constats la conclusion qu'on ne peut lutter contre la pauvreté par la réinsertion en emploi sans faire en sorte que les gens puissent d'abord s'assurer du minimum vital dans les sphères du logement et de l'alimentation. Ceci reflète aussi l'idée d'un intervenant qu' « *il y a deux poignées pour lutter contre la pauvreté : le décrochage scolaire des jeunes et la question du logement, car la plus grande partie du budget mensuel va au logement, plus de 50%* ». Le transport collectif et l'acquisition des compétences de base par la formation restent aussi des pistes très souvent évoquées par les intervenants eux-mêmes.

Troisième constat : Si la recherche identifie les mêmes catégories de population et évoquent les mêmes facteurs explicatifs, elle fait aussi ressortir que les formes de pauvreté suivent parfois les configurations territoriales en termes de caractéristiques sociodémographiques et structurelles. Sans négliger le fait que la pauvreté affecte d'abord les individus et les familles, plusieurs intervenants de la Basse Côte-Nord parlent de la « pauvreté des structures » qui affecte toute la collectivité: manque d'accessibilité aux services, manque d'équipement collectif et absence de moyens de communications, prix élevé des produits de consommation de première nécessité, manque de population, etc. Dans le cas de Lanaudière, ce sera plutôt le manque de moyens de transport public qui aura pour effet de limiter la mobilité des gens et les possibilités des personnes en situation de pauvreté de se réinsérer en emploi. La problématique migratoire se maintient jusqu'à présent comme une problématique éminemment métropolitaine et montréalaise. A la lumière de ce troisième ensemble de constats, nous croyons qu'il y a un lien intéressant à faire entre le contexte

territorial et la manière dont la pauvreté est perçue et vécue, ceci au-delà même du contexte institutionnel et des programmes publics visant directement à lutter contre la pauvreté et réputés pour leur caractère standard.

Quatrième constat. L'analyse révèle que les pratiques d'intersectorialité ne suivent pas nécessairement les discours sur l'intersectorialité. Celle-ci est handicapée par trois facteurs : la poursuite du financement par programme des initiatives de terrain, la difficulté des ministères à concilier avec d'autres les priorités au fondement de leur mission ainsi que les conflits et les tensions entre les acteurs de terrain. Le défi pour les différents intervenants individuels ou institutionnels est de surpasser leurs interventions sectorielles, et de mettre en place des mécanismes qui tiennent compte des pluralités d'approches et qui s'inscrivent dans un compromis de logiques à travers la création de passerelles communicatives et actives entre les différents groupes d'acteurs.

Des perspectives multiples

Nous avons, à l'issue de l'analyse, catégorisé les acteurs intervenant dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en trois grands groupes respectant les « portes d'entrée » qu'ils ont choisies et leurs stratégies de présence dans les sous-territoires. Le premier groupe favorise la réinsertion économique et socioprofessionnelle. Y figurent les organismes associés à Emploi-Québec tels les Carrefours Jeunesse Emploi, la Corporation de Développement Économique et Communautaire de Rosemont/Petite-Patrie. Cependant, fait remarquer un intervenant, « *L'insertion en emploi n'est pas un moyen de lutte contre la pauvreté. L'emploi n'est pas une garantie de sortie de la pauvreté. Dans les banques alimentaires, ¾ sont des gens en emploi. Il faut agir sur le revenu* ».

Les acteurs du deuxième groupe adoptent des stratégies basées sur la défense des droits. Pour eux, la lutte contre la pauvreté passe par l'accès à un logement décent, par la sécurité alimentaire quotidienne, par l'accès à l'éducation ou à des prestations de chômage en cas de perte d'emploi. Les revendications portent sur une meilleure redistribution de la richesse collective au nom de la citoyenneté et de la solidarité sociale. Ce groupe d'acteurs militent en faveur de meilleurs salaires pour les individus, pour la construction de nouveaux logements sociaux, tout en ayant une forte implication dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Nous regroupons dans une troisième catégorie ceux qui adoptent une approche hybride. Les interventions touchent à la fois la dimension professionnelle, la dimension sociale, et même culturelle. Ces acteurs accordent une place stratégique à l'accompagnement et à la médiation dans le processus de réinsertion en emploi et de lutte contre la pauvreté. En d'autres termes, si l'emploi permet d'avoir une intégration professionnelle, cette intégration doit être accompagnée par des mesures sociales fortes au niveau du logement, de la sécurité alimentaire, de la persévérance scolaire, etc. On trouve dans ce groupe plusieurs organismes communautaires. Les acteurs de ce troisième groupe tentent de réconcilier à travers leurs pratiques les dualités que semblent constituer la réinsertion économique par l'emploi et la défense des droits fondamentaux associés à la citoyenneté. Il s'agit ici d'une perspective intégrale prenant en compte les dimensions à la fois économiques, sociales et culturelles de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

PARTIE E - PISTES DE RECHERCHE

La recherche a permis de rendre compte d'un certain nombre d'initiatives novatrices pensées en rupture avec les modes traditionnels d'approche de la lutte contre la pauvreté. Du fait même, elle a mené à réfléchir à la question de la pauvreté dans sa globalité et dans ses particularités. Elle a aussi fait ressortir un ensemble de thématiques portant sur l'importance du leadership et de l'intersectorialité. 1) Demeurent des questionnements en suspens concernant entre autres les apports et contributions des acteurs économiques locaux dans la mesure où ceux-ci sont relativement absents des instances locales de concertation sur la lutte contre la pauvreté. 2) Il apparaît important d'explorer, pour reprendre le document du Conseil de la Science et Technologie (2007), le rôle des représentations sociales, mais en lien avec les différentes cultures territoriales. Quel rôle jouent ces divers facteurs dans la lutte contre la pauvreté et quel est leur impact sur les types d'actions mises en place? 3) Tout comme le leadership inclusif et démocratique, le travail de médiations par les « structures médiatrices non étatiques » apparaît central dans le niveau de performance des initiatives de lutte contre la pauvreté, particulièrement en ce qui concerne la réinsertion et le maintien en emploi. Il serait intéressant de développer un autre créneau de recherche sur le travail de ces médiateurs, et de voir de quels types de médiations ont besoin les personnes en situation de pauvreté pour se réinsérer socialement, économiquement et professionnellement. 4) Il serait pertinent de développer un créneau visant la systématisation des impacts des mesures, des programmes et des initiatives mis en place pour lutter contre la pauvreté. Ce créneau peut se développer en rapport avec l'article 20 de la loi 112 ainsi que dans l'idée d'en favoriser une application plus répandue.

PARTIE F - RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- ABDELFATTAH, T. (2007). *Développement local, acteurs et action collective*, Presses universitaires de Louvain.
- BARTHON C, I. GARAT, M. GRAVARI-BARBAS, V. VESCHAMBRE (2007). L'inscription territoriale et le jeu des acteurs dans les événements culturels et festifs : Des villes, des festivals, des pouvoirs, *Géocarrefour*, Vol. 82 (3), p.111-121.
- BÉHAR, D. (2000), « Les nouveaux territoires de l'action publique », in PAGÈS, Dominique et Nicolas PÉLISSIER (sous la dir.) (2000), *Territoires sous influence*, tome 1, Paris, L'Harmattan, pp. 83-101.
- BERTACCHINI, Y. (2002). *Concertation territoriale et politique territoriale concertée*, International Journal of Info & Com Sciences for Decision Making. Le Pont Université de Toulon et du Var, 2002. http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm5/isdm5a32_bertacchini.pdf
- BESSION G. (2008). *Le développement social local: Significations, complexité et exigences*, L'Harmattan.
- BOUCHARD, M. et al. 2007. « L'économie sociale et le territoire ». *Organisations et territoires, réflexion sur la gestion, l'innovation et le développement*, vol. 16, no 1 (hiver), p.5-12.
- BOUDREAU, J-A. (2004), « Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles », in *Lien social et Politiques – RIAC*, 52, p.107-118
- CERQUIERA, J. et C, BRODIN (2004). *La lutte contre la pauvreté : acteurs, modalités, enjeux*, Paris, Haut Conseil de la coopération internationale, décembre.
- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2008). *Les répercussions des hausses tarifaires sur les conditions de vie des personnes à faible revenu. Des tarifs qui excluent, des solutions qui rassemblent*, Québec.
- Conseil de la science et de la technologie (2007). Défi « lutte contre la pauvreté », résumé français, Projet Perspective STS (science, technologie, société), <http://www.cst.gouv.qc.ca/IMG/pdf/Resume-pauvrete.pdf>.
- FILATRE, D. (2005), « Les dynamiques intermédiaires comme révélateur des transformations de l'action publique », in *Les dynamiques intermédiaires au cœur de l'action publique*, Toulouse, Éditions Octares, pp.261-283.

- FONTAN, J.-M. et J.-L. KLEIN (2004) « La mobilisation du capital socioterritorial: le cas du technopôle Angus », in *Lien social et Politiques – RIAC*, 52, Le territoire, instrument providentiel de l'État social, p.139-149.
- MOREL M. et R. BOISVERT (2005) « Le développement social au Québec : Tendances et caractéristiques d'une démarche en devenir : Intervention sociale », in *Recherches et prévisions*, no81, p. 29-41.
- ST-GERMAIN L., P. J. ULYSSE et F. LESEMANN (2007), *Pratiques et initiatives de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré au Québec*, Rapport de recherche présenté au RQDS, Novembre 2007, Publication conjointe Université de Montréal/INRS-Culture-Urbanisation.
- TOURAINÉ A. (1974). *Production de la société*, Éditions du Seuil.
- ULYSSE P. J. (2006). « Structures médiatrices, développement social et lutte contre la pauvreté : le cas de Trois-Rivières », dans Tremblay M., P.-A. Tremblay et S. Tremblay, *Le développement social. Un enjeu pour l'économie sociale*, PUQ, p. 206-224.
- ULYSSE P.J. et F. LESEMANN (2007), *Lutte contre la pauvreté, territorialité et développement social intégré. Le cas de Trois-Rivières*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- ULYSSE P.J. et F. LESEMANN (2004), *Citoyenneté et pauvreté*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Programme *Actions concertées*
Rapport administratif

IDENTIFICATION

- 1- Chercheur principal : Pierre Joseph ULYSSE, Université de Montréal
- 2- Nom des co-chercheurs et des collaborateurs
Frédéric LESEMANN, Institut national de la recherche scientifique-INRS, co-chercheur;
Marguerite MENDELL, Université Concordia, co-chercheure;
Lise ST-GERMAIN, Centre de recherche sociale appliquée-CRSA, co-chercheure;
Mélanie HAMEL, étudiante à la maîtrise en sociologie, UQAM, assistante de recherche;
Alexis BAMOGO, étudiant au doctorat, Université de Montréal, assistant de recherche
- 3- Nom des partenaires du milieu impliqués dans la réalisation du projet (le cas échéant)
Les Agences de santé publique, Le CRÉ de la Côte-Nord, les CDC et la table des partenaires de la Côte-Nord; La CÉDEC de Rosemont; Les tables de concertation sur la pauvreté et l'exclusion de Lanaudière; les organismes communautaires; les CLSC; les groupes de femmes; etc.
- 4- Établissement gestionnaire : Université de Montréal
- 5- Titre du projet de recherche
Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée: identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales
- 6- Numéro du projet de recherche
2007-PX-118777
- 7- Titre de l'action concertée
La pauvreté et l'exclusion sociale
- 8- Partenaires de l'action concertée
Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS);
Ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'occupation du territoire (MAMROT);
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
Fondation Lucie et André Chagnon;
Société d'habitation du Québec (SHQ);
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC).

L'étude vise à 1) identifier des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté à partir d'une étude comparative de trois communautés territoriales : éloigné (la Moyenne et la Basse Côte-Nord); semi-urbain (3 MRC de Lanaudière) et métropolitain (l'arrondissement de Rosemont/Petite-Patrie). Nous avons systématisé des données statistiques, documentaires et empiriques relatives à ces trois territoires. Cette recherche rejoint l'axe 1 de l'action concertée portant sur « les besoins de connaissances » qui s'articulent « autour de la compréhension de la problématique de la pauvreté en lien notamment avec l'éducation, la santé, le travail et le territoire »; et l'axe 3 portant sur « les besoins de connaissances » qui s'articulent « autour de l'analyse des pratiques de développement social et économique au sein même des communautés locales qui vivent des problématiques de pauvreté et d'exclusion sociale ». L'étude a une valeur stratégique, notamment si l'on prend en considération la quasi-inexistence de recherche sur la Basse Côte-Nord sur les dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

PARTIE 1 – COLLABORATEURS HORS-QUÉBEC

1. Veuillez faire état, s'il y a lieu, des collaborations hors-Québec développées dans le cadre de ce projet.

N/A

PARTIE 2 - PARTENAIRES DE RECHERCHE

1. De quelle façon les chercheurs se sont-ils assurés de la collaboration avec le milieu pendant le projet?

Les chercheurs ont sollicité l'appui, le soutien et la participation des partenaires des trois terrains depuis le dépôt de la lettre d'intention. L'entrée à la Côte-Nord a été assurée à travers l'Agence de santé publique, le CRÉ et la table des

partenaires. A Rosemont/Petite-Patrie ont été sollicité le Shop Angus, la CÉDEC et des personnalités publiques comme André Lavallée, Christian Yaccarini et la députée Rita Dione-Marsolais. A Lanaudière, la participation de l'Agence de santé publique s'est avérée nécessaire, ainsi que celle des tables de concertation locales sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Nous avons finalement mis à contribution les liens qu'on a pu développer dans les recherches précédentes avec des réseaux comme le RQDS et d'autres groupes, qui ont servi de «relais» et d'«antennes» facilitant l'accès sur le terrain. Nous avons, une fois la lettre d'intention acceptée, établi dans chacun des trois territoires un processus de consultation-participation continue des principaux acteurs. En témoigne la multiplicité de lettres d'appui ayant accompagné le dépôt de la demande.

2. Veuillez faire état, s'il y a lieu, des partenariats développés dans le cadre de ce projet. Veuillez lister tous les partenariats avec les milieux de pratique ou d'affaires (organismes publics, parapublics, communautaires ou partenariats privés).

Nous avons tout au long de la recherche maintenu un aller-retour entre les chercheurs, les acteurs clés, les institutions locales et les participants. Parmi les partenaires, on rencontre les tables de concertation, les agences de santé, les fonctionnaires locaux, les CLÉ, les CDC, les CÉDEC, les organismes communautaires ou les entreprises d'économie sociale. Nous avons fait la promotion d'une approche «démocratique» et participative depuis le début jusqu'à la fin de la démarche de recherche.

3. Quelle est la nature de la contribution des partenaires du milieu (conceptualisation du projet, analyse des données, réalisation, accès à un terrain de recherche, diffusion et communication des résultats; ressources matérielles et humaines, etc.)?

Les partenaires de la recherche ont collaboré autant à l'élaboration de la lettre d'intention qu'à l'élaboration du projet de recherche. Ils ont collaboré à la conceptualisation, à l'accès au terrain, à la validation des résultats ainsi qu'à la diffusion et communication de ces derniers. Ils ont joué le rôle de relais et d'antennes permettant l'accès sur le terrain, l'organisation des entrevues, des tables rondes et des focus group. Ils ont aussi favorisé la discussion lors des retours des résultats aux communautés des territoires et sous-territoires. Cette aide logistique qui signifie consacrer du temps et de l'énergie à la recherche ainsi que rendre disponibles ses employés et ses locaux constitue l'un des principaux éléments facilitateurs dans la réalisation de la recherche. Elle a aidé à maintenir une perspective de recherche ouverte, participative et démocratique.

PARTIE 3 – FORMATION

Le projet permettra d'offrir des bourses et des contrats à plusieurs étudiants gradués des cycles supérieurs. Citons entre autres :

- 1) Lise St-Germain est étudiante au doctorat des Sciences humaines appliquées (UdeM). Elle fait, sous la base du matériel de recherche, une thèse portant sur la systématisation des pratiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, sous la direction de 2 membres de l'équipe de recherche : Pierre Joseph Ulysse et Frédéric Lesemann.
- 2) Alexis Bamogo est étudiant au doctorat des Sciences humaines appliquées (UdeM). Il fait, sous la base du matériel de recherche, une thèse portant sur les pratiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans le quartier de la Petite Patrie, sous la direction de deux membres de l'équipe : Pierre Joseph Ulysse et Frédéric Lesemann.

- 3) Alfred Pierre est étudiant au doctorat en sociologie (UdeM). Il fait sa thèse sur les pratiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans les entreprises d'insertion, sous la direction de Pierre Joseph Ulysse. Il a contribué à formaliser la perspective comparative transversale.
- 4) Marie-Christine Plante est étudiante au doctorat de sociologie (UQAM). Elle fait, sous la direction de Sherley Roy, une thèse portant sur les dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion mais à partir d'une perspective de genre. Elle a été embauchée pour faire une revue de littérature sur «territoire et genre», avec l'idée de l'aider à mieux avancer dans sa réflexion.
- 5) Mélanie Hamel est étudiante en maîtrise de sociologie (UQAM). Elle a travaillé sur la partie de la recherche portant sur le quartier Rosemont. Elle a été accompagnée dans cette «formation ancrée» à la recherche par Marguerite Mendell, membre de l'équipe de recherche. Mélanie déposera bientôt son mémoire.
- 6) Nora Brutus est étudiante en maîtrise de sociologie (UdeM). Elle fait son mémoire sur participation démocratique et dynamiques territoriales de lutte contre l'exclusion, sous la direction de Pierre Joseph Ulysse. Elle a été embauchée pour faire une analyse des politiques mises en place et des ententes signées par la Ville de Montréal en ce qui concerne les initiatives municipales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Nora Brutus dépose son mémoire à la fin du mois de septembre 2009.
- 7) Isabelle Raffestin est étudiante en maîtrise de service sociale (UdeM). Un court contrat lui a été octroyé pour regarder les dynamiques

territoriales de lutte contre la pauvreté en ce qui concerne les populations itinérantes dans les quartiers Rosemont/Petite-Patrie.

Isabelle Raffestin est sur le point de déposer son mémoire

- 8) Edma Louis Samuel est étudiante de maîtrise en sociologie (Ude M). Un court contrat lui a été accordé pour faire la synthèse de l'approche « bottom-up » adoptée par la Ville de Montréal en ce qui concerne les dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Les étudiants de doctorat devant servir du matériel de recherche pour faire leur thèse ont été assignés respectivement à des territoires : Lise St-Germain à la Basse Côte-Nord et à Lanaudière; Alexis Bamogo pour une étude de cas à la Petite-Patrie; Alfred Pierre développe une vision transversale et comparative des grandes dynamiques entre les trois territoires. Ces trois étudiants de doctorat plus Mélanie Hamel et Nora Brutus ont été initiés à une compréhension fine, diversifiée et concrète de la problématique de la pauvreté et de la lutte contre la pauvreté. Ils étaient engagés au cours des 6 premiers mois de la recherche à un travail d'appropriation de la problématique à travers des lectures (articles, livres, rapports de recherche, monographie et littérature grise), ainsi qu'à travers la participation aux discussions théoriques, méthodologiques et éthiques régulièrement tenues dans les groupes de recherche auxquels appartiennent les chercheurs de la demande. Globalement, les étudiants ont participé pleinement à toutes les phases de la recherche (réunion de discussion, préparation de guides d'entrevues, élaboration d'outils d'analyse et entrevues de terrain, synthèses de cas et rédaction de rapport). La formation au «métier de chercheur» est faite selon une technique inspirée du principe de « compagnonnage » et

d'encadrement structuré et déjà expérimentée avec succès par les membres de l'équipe.

Les étapes de réalisation du projet ont été intégrées dans les activités d'enseignement, de formation et d'encadrement d'étudiants. Les résultats ont servi d'épine dorsale et de fil conducteur à la conception d'un cours de maîtrise donné dans le cadre du Programme PRAP (Recherche et action publique) de l'INRS en intensif pendant toute une semaine. Des visites de terrain ont été réalisées dans le cadre de ce cours grâce à la mobilisation des contacts et des réseaux développés dans le cadre de cette recherche.

PARTIE 4 – DIFFUSION, TRANSFERT ET VALORISATION DE CONNAISSANCES

Énumérez les réalisations qui ont découlé ou découleront directement de la recherche menée dans le cadre de ce projet.

1. Publications

- Les monographies sur les différents territoires ainsi que le rapport de recherche final seront placés sur le site du Groupe interdisciplinaire de recherche sur emploi, pauvreté et protection sociale (GIREPS) (<http://gireps.org>), accessibles aux universitaires, aux décideurs publics, aux organisateurs communautaires et associatifs, aux intervenants ainsi qu'au grand public.
- Alfred Pierre a publié avec mon encadrement un article dans le numéro de la revue Lien social et Politiques qui doit sortir cet automne (pour les étudiants, les intervenants, les universitaires et les décideurs).
- Nous avons déjà deux demandes pour un article qui doit paraître pour l'Escale de la Côte-Nord (début octobre 2009) et un chapitre de livre sur

l'approche médiatrice en matière de lutte contre la pauvreté (fin du mois d'octobre 2009); ce sera pour les intervenants et le public en général.

- Nous comptons publier en 2010 au moins deux articles scientifiques sur les nouveaux constats tirés de cette recherche (pour les universitaires et les décideurs publics). Deux autres articles seront soumis dans des revues de langue anglaise.
- Je compte déposer un long article empirique dans la nouvelle revue *Sociologie* que vient de fonder Serge Paugam. Le délai est fixé au 1^{er} mars 2010 (pour les décideurs et les universitaires).
- Nous publierons un livre de réflexion et d'analyse sur le matériel de la recherche en automne 2010

2. Présentations

Ulysse Pierre Joseph et Lise St-Germain (2007). *Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée. Une étude comparative de trois communautés territoriales, Sept-Îles, Côte-Nord, Québec.*

Ulysse Pierre Joseph (2008). *Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée. Identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté, FQRSC, Montréal, Québec.*

Ulysse Pierre Joseph (2008), *Lutte contre la pauvreté et mobilisation territoriale: les défis de l'action concertée, ACFAS, Québec, Québec.*

Ulysse Pierre Joseph (2008). *Approches intégrées: les enjeux de l'intervention, ACFAS, Québec 2008.*

St-Germain Lise (2008). *La pauvreté au-delà des chiffres. Regards sur la Côte-Nord, Baie Comeau, Québec.*

Lesemann Frédéric et Lise St-Germain (2008). *Lutte contre la pauvreté et mobilisation territoriale: les défis de l'action concertée, Matawinie, Lanaudière, Québec.*

Lesemann Frédéric et Lise St-Germain (2009). *L'approche territoriale de lutte contre la pauvreté dans d'Autray, d'Autray, Lanaudière.*

St-Germain Lise et Frédéric Lesemann (2009). *L'approche territoriale de lutte contre la pauvreté MRC Les Moulins, MRC Les Moulins, Lanaudière, Québec.*

St-Germain Lise et Frédéric Lesemann (2009). *L'approche territoriale de lutte contre la pauvreté MRC MONTCALM, MRC Montcalm, Lanaudière, Québec.*

- Lesemann Frédéric et Lise St-Germain (2009). *L'approche territoriale de lutte contre la pauvreté dans Matawinie*, Matawinie, Lanaudière Québec.
- Ulysse Pierre Joseph et Lise St-Germain (2009). *Lutte contre la pauvreté par l'approche territoriale intégrée: enjeux et défis*, FQRSC, Janvier, Québec, Québec.
- Ulysse Pierre Joseph (2009). *Lutte contre la pauvreté et mobilisation territoriale: une étude comparative de trois territoires*, Journée de transfert et de diffusion du 16 avril ouverte aux universitaires, aux décideurs dans les secteurs public, privé et sans but lucratif, aux milieux de pratique et de l'intervention et au public en général, Montréal, Québec.
- Plante Marie-Christine (2009) : *Femmes et pauvreté laborieuse : quand le quartier Villeray décide de s'en mêler*, ACFAS, Ottawa, 2009.
- Bamogo Alexis et Mélanie Hamel : *La lutte contre la pauvreté dans une perspective territoriale : comparaison de deux quartiers à Montréal*, ACFAS, Ottawa, 2009.
- Ulysse Pierre Joseph et Lise St-Germain (2009). *Les dynamiques territoriales de lutte contre la pauvreté à la Côte-Nord*; Visio-conférence, destiné aux décideurs dans les secteurs public, privé et sans but lucratif, aux milieux de pratique et de l'intervention et au public en général.

3. Relations médiatiques

La recherche a été annoncée dans plusieurs journaux locaux, de quartier, de territoires, notamment à la Côte-Nord, ainsi que dans la Revue Développement social.

4. Énumérez les activités de transfert entreprises avec un ou des milieux utilisateurs. (tenir compte des réunions de suivi et de l'activité de transfert de connaissances prévues dans le processus de l'action concertée). Décrivez l'objet du transfert et le type d'activité en précisant la fréquence des échanges et la durée, s'il y a lieu, ainsi que les retombées engendrées.

Nous avons organisé 7 séances de validation et 8 forums de discussion sur les résultats. Quatre séances de transfert sont organisées avec les gens de la Côte-Nord, avec des déplacements en avion et par visio-conférence. On a fait 4 séances d'information et forums de discussion organisées dans chacun des sous-territoires de Lanaudière, alors qu'il y en a déjà 2 dans l'arrondissement

Rosemont/Petite-Patrie visant à discuter les données et les principales conclusions. La durée de chacune de ces séances varie de 150 à 210 minutes.

5. Les résultats de vos recherches ont-ils donné lieu à une déclaration d'invention ou à une demande de brevet?

N/A

6. Faites part de toute autre activité jugée pertinente et réalisée dans le cadre du projet subventionné.

- Nous avons participé dans l'organisation de la journée du 16 avril 2009 destinée à diffuser les résultats de cette recherche et de celle obtenue par Juan Luis Klein aux universitaires, aux décideurs publics, aux organisateurs communautaires et associatifs, aux intervenants ainsi qu'au public en général.
- Les résultats de la recherche ont servi d'épine dorsale et de fil conducteur à la conception d'un cours de maîtrise donné dans le cadre du Programme PRAP (Recherche et action publique) de l'INRS en intensif pendant toute une semaine. Des visites de terrain ont été réalisées dans le cadre de ce cours grâce à la mobilisation des contacts et des réseaux développés dans le cadre de cette recherche.

7. Estimez le montant approximatif utilisé pour la diffusion (comprend tous les moyens de diffusion comme par exemple les prépublications, communications, traductions, etc.)?

_____4000_____ \$

Il faut prévoir des coûts pour le site web où les résultats seront affichés et qui sera en fonctionnement au mois de septembre 2009. Je prévois aussi la traduction de deux articles pour des revues en langue anglaise.

8. Estimez le montant approximatif utilisé pour les activités internationales (comprend tous les moyens pris pour collaborer avec l'étranger, tels les déplacements, les frais de communication, etc.)?

_____3000_____ \$

Il y aura une présentation au Mexique en novembre 2009; une en Suisse en mars 2010 et en Grande Bretagne en avril 2010